



CH'TI GREF

2016.2

*Groupe des Éducateurs sans Frontières
Nord Pas-de-Calais Picardie
99 rue Saint-Sauveur
BP 667 59033 Lille Cedex / 03 20 92 98 75*

Le GREF a 25 ans

Le devoir de mémoire est d'actualité dans tous les médias. Est-ce aussi le devoir du GREF en tant qu'association de solidarité internationale (ASI) de se souvenir ? Nous avons décidé, dès 2014, qu'il était nécessaire de se pencher sur notre histoire, notre bien commun, avec deux objectifs :

- renforcer l'identité du GREF, fondée sur des valeurs qui nous sont communes dans un contexte en pleine évolution,
- tirer les leçons de cette histoire pour construire l'avenir.

Ce travail a été confié à un groupe d'anciens et de nouveaux adhérents. Fin 2016, une production écrite devrait être produite et diffusée.

L'histoire du GREF se présente en quatre périodes : la période fondatrice (1989-1996), la période d'extension (1992-2005), la période charnière de réorganisation, de restructuration (2004- 2009) et la période actuelle (2008-201...).

Début 1989, avec le soutien des CEMEA, Gabriel Cohn-Bendit, ex-fondateur du lycée expérimental de Saint-Nazaire, prend l'initiative avec quelques «copains» de créer une association de retraités : le GREF (Groupe des Retraités Éducateurs sans Frontières).

Il réaffirme, dans une interview récente, que « Les fondateurs du GREF sont des militants : l'Éducation est au cœur de leurs préoccupations. L'association a pour objet de rassembler les personnes ayant exercé des fonctions dans le champ éducatif, volontaires pour engager des actions de formation auprès d'institutions, d'organisations éducatives, socioéducatives, d'associations pédagogiques et/ou tout groupe poursuivant les mêmes objectifs que ceux définis dans la charte du GREF, en France et à l'étranger, notamment dans les pays en voie de développement.

Dans un esprit de solidarité, de partenariat et d'échange, le GREF dès 1990, date de dépôt des statuts, propose sa contribution bénévole dans les domaines éducatifs, culturels à tous les projets conformes à ces engagements».

Sommaire

- 1-2 Déjà 25 ans d'histoire
- 2 Les outils numériques dans nos actions
- 3 Burkina-Faso : Protéger les enfants des rues
- 4 Arménie : La culture au cœur des échanges
- 5 Migrants : Le GREF s'engage
- 6 Inclure / Exclure : le sens des mots
- 7-8 Lectures



.../... 25 ans d'histoire

Premiers départs en mission au Burkina Faso, au Bénin... puis, au fil des ans :

- une extension géographique des missions,
- une évolution des partenariats et des financements,
- une professionnalisation des intervenants,
- une croissance du nombre d'adhérents.

Ce nombre s'est stabilisé depuis quelques années aux alentours de 400 bénévoles actifs.

Se souvenir permet à chacun de faire l'inventaire de ce qui a été fait **ICI** et **Là-bas**. En 25 ans, l'impact des actions, au fil des ans, est repérable.

ICI en France (ECSI FLE Alphabétisation...) : Cela se traduit par des formations à divers niveaux, dans diverses disciplines, pour divers publics, en centres sociaux, en milieu pénitentiaire... En partenariat avec les Conseils régionaux, les Conseils départementaux, les municipalités, des plates formes d'associations, l'Éducation Nationale, l'Administration pénitentiaire...

LÀ-BAS le GREF intervient dans 26 pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Sud...

Et après 25 ans on peut mesurer l'impact de notre action dans le domaine de l'Éducation. Impact réel quand, depuis le départ de l'équipe GREF du lieu d'intervention, on constate sur place entre autres :

- une institutionnalisation des structures,
- une prise en charge des salaires des formateurs locaux par l'Etat partenaire,
- la création d'un diplôme,
- l'auto-organisation par la société civile,
- la création d'associations,
- la mise en réseau et l'autonomie financière...

Au GREF, à l'échelon national ou régional, il nous arrive d'être fiers de ce travail et nous pourrions nous laisser aller à écrire qu'il s'agit d'une **Grande Réalisation Éducative** sans **Frontières** sur un quart de siècle !

Mais des difficultés d'ordre géopolitique, sécuritaire, financier semblent vouloir assombrir notre devenir. Il nous est difficile d'envisager à court terme un retour de nos équipes au Niger, au Mali, au Liban... Il semblerait que la liste s'allonge.

Comme pour la plupart des associations de solidarité internationale, la recherche de fonds est devenue une activité décisive pour notre existence. Ne faut-il pas craindre que cette « ruée vers l'or » nous fasse oublier, voire, à terme, perdre nos vraies valeurs ? D'où l'urgence de revenir aux fondamentaux, au sens de nos actions.

Nous avons 25 ans mais ce n'est pas pour nous la limite d'âge de notre « service civique » au service des éloignés de l'éducation. Celui-ci ne peut s'arrêter quand chacun milite pour une éducation inclusive de qualité avec des effets durables afin de partager les savoirs pour un avenir solidaire ici et là-bas.

M. Daïdé

De l'usage des outils numériques et des réseaux sociaux dans nos actions



Lors de la réunion du Pôle Projet Régional nous avons examiné les comptes rendus des missions en Haïti et au Burkina-Faso. Des TNI (Tableaux numériques Interactifs) aux usages du smartphone et des réseaux sociaux, nos moyens de formation et de communication évoluent :

- En Haïti, le pays et des associations comme «Haïti Futur» commencent à doter des écoles en TNI, matériel qu'il faut intégrer dans les formations pédagogiques.

- Au Burkina-Faso, on constate désormais une évaluation par questionnaire via le courrier électronique et la création d'un groupe Facebook pour les échanges après la mission.

D'autres usages de ces outils sont appelés à se développer pour les formations et en particulier les formations à distance, les échanges et le suivi des missions.

Le GREF participe, avec le GRAD et l'association «Pour un autre monde», à l'animation d'un atelier sur le thème : *Smartphones et Médias Sociaux aux «Suds», des révolutions en cours... au service d'Autres Développements ?* lors de l'Université d'été des Mouvements Sociaux et de la Solidarité Internationale à Besançon début juillet 2016.

M.-P. Sion

Le GREF : <http://www.gref.asso.fr>

Le GRAD (Groupe de Réalisations et d'Accompagnement pour le Développement) : <https://grad-s.net/bienvenue/>

Pour un autre Monde : <http://www.pourunautremonde.org/>

Université d'été : <http://www.universite-si.org/spip.php?atelier92>

Protéger les enfants des rues

Conçu dès 2006, un projet d'appui à la formation des intervenants auprès des enfants et jeunes de la rue a été élaboré conjointement par le Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale, l'Association des Professionnels de l'Education Spécialisée et le GREF. Il s'inscrit dans le cadre de la politique nationale d'action sociale du Burkina-Faso.

La formation des éducateurs est vue comme une nécessité en termes de protection de l'enfant, l'importance du phénomène des enfants et jeunes vulnérables des rues (EJVR) dans les villes étant une réalité reconnue de la vie économique et sociale du Burkina. Ce phénomène s'inscrit dans un contexte de pauvreté, de faiblesse du système éducatif, d'urbanisation anarchique et de la persistance de pratiques traditionnelles néfastes (rejet des enfants-sorciers, confiage en ville à des membres de la famille élargie ou à des maîtres coraniques déviants).

Après une mission d'ancrage effectuée en 2013, trois sessions de formation de six semaines ont eu lieu en 2014-2016, dans les villes de Kaya, Bobo Dioulasso et Ouagadougou, où le phénomène des enfants des rues est particulièrement préoccupant. Dans chaque ville un groupe de douze éducateurs ou moniteurs d'éducation a bénéficié de la formation proposée, tous ayant reçu au préalable une formation professionnelle et étant en activité sur le terrain avec des jeunes de la rue, que ce soit lors de maraudes ou dans des centres d'accueil ponctuel ou d'hébergement.

A l'issue de chacune des sessions, les stagiaires ont rempli un questionnaire individuel d'évaluation à chaud. Les résultats se sont avérés particulièrement positifs. Un peu désarçonnés en début de formation par les méthodes pédagogiques employées, les participants se sont vite montrés séduits par les propositions de contenus et d'activités, et par ces méthodes privilégiant l'implication active. Ils ont également insisté sur l'impact de ces missions sur leurs pratiques professionnelles.

La dernière mission réalisée clôt un cycle de formation, à l'issue duquel les stagiaires ont exprimé leur volonté de poursuivre le travail entamé, d'une part en approfondissant la formation déjà engagée, mais aussi en la partageant avec leurs collègues. Certains se proposent de transmettre les livrets stagiaires au sein de leurs équipes. D'autres s'engagent plus avant et proposent de mettre en place des ateliers au sein desquels ils se disent prêts, avec le soutien du Ministère et de l'Association Nationale des Professionnels de l'Education Spécialisée (ANAPES), à former leurs collègues sur des thèmes spécifiques comme l'écoute active, ou l'approche de certaines techniques d'animation.

Nous nous sommes engagés à les soutenir dans cette démarche, premier pas vers la pérennisation de l'action du GREF, et ce dans la perspective d'un retrait progressif des formateurs pour laisser aux éducateurs locaux la responsabilité entière de la formation de leurs collègues et de l'évolution des pratiques professionnelles en matière d'éducation des enfants vulnérables



Fin de cycle ? Poursuite ? Pérennisation ?

Si l'objectif général de ce projet était de renforcer les compétences des professionnels intervenant auprès des enfants en situation de rue, chaque session s'est orientée sur un objectif spécifique. La première session visait une meilleure compréhension des causes socio-économiques et des facteurs psychologiques à l'origine du phénomène ainsi qu'une connaissance de l'impact des conditions de vie de ces jeunes sur leur santé et leur développement. La deuxième session était axée sur le renforcement de la qualité de la prise en charge individuelle, la troisième sur le renforcement des conditions de prise en charge éducative collective.



Stepanavan est une petite ville de 16000 habitants dans la province du Lori au nord de l'Arménie. Sa situation géographique sur la route de la Géorgie en faisait un bourg prospère, son altitude de 1460m, son air pur et ses forêts attiraient les curistes. Mais le tremblement de terre de 1988 et le démantèlement de l'Union Soviétique en 1991 ont durement touché l'économie. Si les habitations ont été reconstruites grâce aux dons de nombreux pays étrangers, les usines sont restées en ruines. Ces difficultés jointes à la crise énergétique ont engendré une régression dont aujourd'hui la ville cherche à émerger. Le jumelage avec la ville de Décines-Charpieu (Rhône) depuis 1992 contribue à cet effort.

La culture au cœur des échanges

Depuis 2005, la ville de Décines-Charpieu est partenaire du GREF qu'elle a subventionné pour intervenir à Stepanavan, dans le cadre de la réforme de l'enseignement entreprise par l'Arménie à la suite de son entrée au Conseil de l'Europe. Nous devons contribuer à la valorisation des professeurs de français et à leur adaptation aux méthodes actives préconisées par le Cadre Européen de Référence de l'Enseignement des Langues (CECRL).

En octobre 2014, le Comité de Jumelage Décines-Stepanavan, dans le cadre du projet de développement de l'écotourisme autour de Stepanavan, a demandé au GREF de traduire les fiches du musée Chahoumian. Ce travail a été réalisé en collaboration avec les professeurs de français. Cette expérience apportait des résultats concrets immédiats, s'avérait formatrice et gratifiante pour les professeurs, ainsi que pour le musée lui-même. La francophonie peut ainsi contribuer à développer et mettre en valeur les ressources de la ville et ses environs, tout en créant un lien entre différents pôles de la société civile comme le souhaitent les coopérations décentralisées.

La convention renouvelée en 2014 visait donc à prolonger l'action précédente, mais en insérant la pratique de l'enseignement du français dans la vie locale par l'utilisation de supports pédagogiques issus du patrimoine arménien. Ouvrir l'école sur la ville et ses environs, établir une interaction des réseaux scolaires francophones avec d'autres domaines et institutions (musée, monuments, école de musique, chemins de randonnée...), cette démarche, souhaitée par le Comité de Jumelage mais inaccoutumée en Arménie, devait d'abord emporter l'adhésion des professeurs.

Tel fut l'objectif de la session de septembre 2015. Pour y parvenir, deux activités ont été choisies collectivement : **visite guidée du musée**, en français, par des élèves et **ouverture d'un « café français »** par le Fonds arménien de France (FAF) et le GREF.

Ces deux activités sont l'ébauche d'un projet qui devrait s'étoffer dans les sessions suivantes, surtout qualitativement. L'université linguistique d'Erevan s'est proposée pour organiser, sur les chemins de randonnée ou les sites touristiques, des « journées françaises » à Stepanavan en collaboration avec les écoles.

La mise en place de correspondances scolaires devrait continuer à élargir l'horizon de l'enseignement du français et le tourner vers l'avenir par l'utilisation des possibilités de dialogue direct offertes par skype. Si la présence de locuteurs natifs du français est irremplaçable, le travail du GREF sera accompli lorsque l'enseignement du français à Stepanavan sera inséré dans un réseau d'échanges qui ouvre les perspectives sur la vie locale, nationale et internationale.

Au Musée, la construction de situations de communication a été déroutante au départ, pour les élèves comme pour les professeurs. Mais cette nouveauté stimulante a permis de cerner la difficulté et l'intérêt de mettre en pratique les connaissances. D'une séance à l'autre, les élèves du lycée ont beaucoup progressé dans l'expression.



Le «café français» a été l'occasion d'ouvrir le champ culturel du scolaire sur d'autres réseaux. Des élèves de l'école de musique ainsi que la directrice y ont donc participé. Des étudiantes en français de l'université pédagogique d'Erevan ont travaillé sur un corpus de chansons françaises contemporaines (années 2010 et suivantes) pour le partager avec les élèves de Stepanavan qui ont été invités à l'automne. L'idée était aussi de renouveler l'approche traditionnelle de la chanson française où seuls quelques chanteurs d'origine arménienne comme Charles Aznavour font partie du répertoire. Ce support pédagogique a été proposé dans les écoles, et des élèves volontaires pratiquent déjà ce français vivant : elles cherchent des chansons sur internet et les apprennent après que leur professeur leur a expliqué le sens du texte.





Terre d'asile...?

Il y a trente ans, les accords de Schengen se voulaient optimistes en établissant la libre circulation des personnes et des biens dans l'Union Européenne. Vision brisée à présent d'une Europe dépassée par les conflits qui auraient pu être évités.

Circuler, vivre, étudier, travailler partout en Europe est en passe de devenir un rêve. Les frontières se réinstallent : la France, l'Allemagne, la Hongrie, l'Autriche ont rétabli les contrôles frontaliers, suivis par d'autres pays européens, certes temporairement, mais on sait qu'il est si facile de faire durer le temporaire...

Les valeurs de paix, de démocratie, de solidarité qui se voulaient fondatrices de l'Union Européenne se heurtent aux égoïsmes nationaux, certains états refusent d'accueillir les migrants. Cette question a été au centre des débats pour les élections présidentielles en Autriche, et le succès, à peine contenu, les thèses de l'extrême-droite doivent nous rappeler que *le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde* (Brecht)...

L'Europe fait figure d'eldorado, prospère et libre, ainsi par voie maritime et terrestre affluent à nos portes des dizaines de milliers de migrants régulièrement, puisqu'une issue politique aux conflits ne se dessine pas. La crise des migrants, appellation reprise par les médias à dessein pour présenter leur venue comme problématique, gagne en intensité, mais le pari de les bloquer en dressant diverses barrières est vain puisqu'il y va de leur survie.

Or l'État Français se révèle frileux et ambigu face à la proposition de quotas adoptée par la Commission Européenne alors que des associations des personnes civiles ou des mairies s'engagent concrètement pour que les étrangers bénéficient des droits fondamentaux au même titre que les nationaux. Le démantèlement d'une partie du bidonville de Calais, par exemple, s'est achevé en avril dernier, l'État ayant été dénoncé par la Cour Européenne des Droits de l'Homme pour les conditions indignes dans lesquelles vivaient les personnes en transit pour l'Angleterre. Passant outre les blocages administratifs, le maire de Grande-Synthe vient courageusement d'installer, avec le concours de Médecins sans Frontières, un camp humanitaire voulu ouvert, sans restriction de mouvements. La vie sur place s'organise peu à peu avec les migrants, aidés de quelques associations. Une école doit s'ouvrir, des cuisines également. L'État a fini par suivre...

Autre exemple : le parc des Olieux à Lille depuis un an est occupé par des immigrés d'origine africaine comprenant des mineurs isolés. Les riverains regroupés se sont émus devant leur situation, le collectif a déposé un référé contre le département du Nord, la mairie de Lille et l'État pour non-garantie de la dignité et de la protection d'une quinzaine de mineurs étrangers isolés.

1 250 000 demandes d'asile en Europe en 2015

160 000 migrants devraient être relocalisés

80 000 demandes d'asile déposées en France en 2015

3 millions de migrants en Turquie... que la Turquie n'a pas l'intention d'intégrer

L'accueil s'est fait surtout en Allemagne, en Autriche, en Finlande...

la Grèce a été laissée seule face à l'accueil.

Migrants

Le Gref s'engage

Ces drames humains ne peuvent nous laisser indifférents, individuellement et collectivement. Ces questionnements interrogent aussi le Gref, association de solidarité internationale, et se révèlent d'abord dans sa volonté d'information. Ainsi la délégation régionale de Aquitaine-Poitou-Charente a publié en mars 2015 une brochure spéciale « Immigration ». Les journées nationales du Gref, en juin prochain, posent centrale la problématique des migrations et son articulation avec le développement.

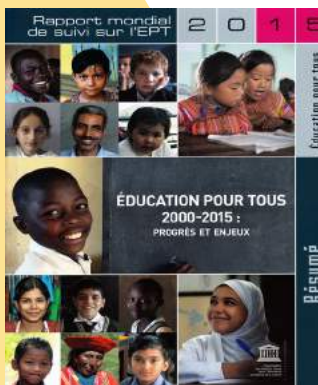
Mais en s'affirmant *Educateurs Sans Frontières*, les militants du Gref sont doublement interpellés par ces interrogations et s'engagent regionalement dans des initiatives d'accompagnement des migrants : A Lille, par exemple, en s'impliquant avec l'association Aida (Aide et insertion des demandeurs d'asile) pour assurer des cours de français, ou encore en collectant des livres, écrits en anglais, pour les mettre à disposition des migrants à Calais. Des contacts sont en cours avec d'autres partenaires associatifs ou des collectivités locales (Calais et Grande-Synthe), de nouvelles demandes nous parviennent, une action d'accompagnement scolaire d'enfants Roms en voie de sédentarisation est envisagée, à la demande des parents.

Ces initiatives, certes encore modestes et à la hauteur de nos moyens humains, sont appelées à se développer avec nos partenaires, incitant les états à assumer leurs responsabilités.

B. Delporte, M. Matonog



Les photos de cette page sont extraites du film de Yolande Moreau, *Nulle part en France*, diffusé sur Arte en mars 2016.



Inclure Exclure

Le sens des mots lorsqu'il s'agit de l'école ou de l'éducation

L'éducation inclusive est fondée sur le droit de tous à une éducation de qualité qui réponde aux besoins d'apprentissage essentiels et enrichisse l'existence des apprenants.

Axée en particulier sur les groupes vulnérables et défavorisés, elle s'efforce de développer pleinement le potentiel de chaque individu.

Le but ultime de l'éducation de qualité inclusive est d'en finir avec toute forme de discrimination et de favoriser la cohésion sociale (Unesco)

Sont notamment concernés les enfants roms, les enfants des rues, les enfants travailleurs, les personnes handicapées, ainsi que les peuples autochtones (5% de la population mondiale) et les populations rurales (70% des pauvres de la planète).

En France, la loi de 2013 porte sur tous les types d'exclusion, mais elle n'a été déclinée que sur la partie qui fait consensus, celle des enfants en situation de handicap...

...

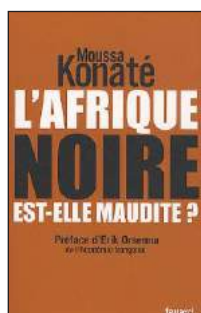
Les Objectifs de Développement Durable (ODD) ont vocation à s'appliquer à l'ensemble des Etats de la planète. Ils ont au moins le mérite de mettre à plat les objectifs (N=3), leurs cibles prioritaires et des groupes de travail, par ensembles de pays, les débattent afin de s'entendre sur des indicateurs... et de rappeler que chaque humain devrait pouvoir développer ses capacités et trouver sa place dans la société locale... et globale ?

La loi de juillet 2013 sur la Refondation de l'Ecole affirme que « le service public de l'éducation (...) veille à l'inclusion scolaire de tous les enfants sans aucune distinction ». Depuis, plusieurs textes sont venus préciser « l'égalité de droits et des chances » des élèves porteurs d'un handicap, en s'appuyant sur la loi de 2005 : formation des enseignants, coopération entre l'Education Nationale et services médico-sociaux et formation aux outils numériques de ces élèves. A remarquer que, quelques années auparavant, on utilisait le terme « d'intégration ».

Le mot d'*inclusion* renvoie inexorablement, à celui d'*exclusion* : les travaux sociologiques sur l'école et la formation l'ont beaucoup utilisé pour mettre en évidence les processus de tri au cours des cycles successifs de la scolarité. Qu'il s'agisse des différences entre les fils ou des filles d'immigrés (INED 2015, Marie Duru-Bellat), en fonction des origines géographiques des migrants (Hugues Lagrange 2010, 2013), des origines sociales et de la pauvreté (Pierre Bourdieu, François Dubet, Jean-Yves Rochex), les enquêtes disponibles peinent à devenir les bases d'une lutte efficace contre les discriminations et les exclusions. La recherche d'équité est battue en brèche par la croyance au nivellement par le bas dès lors que la préoccupation s'installe de vouloir « donner plus à ceux qui ont moins ». Contre l'échec scolaire (performances étalonnées lors des enquêtes internationales telles que PISA) qui génère l'exclusion scolaire, (à ne pas confondre avec le décrochage scolaire qui désigne une population de jeunes, souvent en échec, qui abandonne la scolarité obligatoire), la formation des enseignants et l'autonomie des établissements sont les leviers qu'il faut continuer de mobiliser.

Les termes d'*éducation inclusive et équitable de qualité* et d'*école inclusive*, lorsque le texte porte sur les politiques de développement post-2015 (Objectifs de Développement durable, ODD, UNESCO) considèrent « l'école fondée sur les droits humains » comme la clé « pour éliminer la pauvreté et construire un avenir équitable et soutenable ». « L'éducation a un pouvoir de transformation et fournit à la population des connaissances, des aptitudes et des compétences fondamentales pour examiner, conceptualiser et résoudre les problèmes qui se posent tant au niveau mondial que local, et pour contribuer activement au développement durable et démocratique de la société. Il s'agit d'éliminer toutes formes de discrimination basées sur le handicap, le sexe, la race, l'ethnie, la religion, la langue, l'orientation sexuelle ou la situation socio-économique d'une personne ».

E. Charlon



Depuis plusieurs années, la délégation Nord Pas de Calais fait vivre un atelier lecture qui se veut, simplement et bien modestement, un médiateur de connaissances. Il n'a pas d'autre objectif que de relayer des questions qui se posent à nous en matière d'éthique, de géopolitique, de représentations sur l'aide humanitaire ... Lieu d'échanges et de partage, cet atelier s'est initialement donné pour objectif de nourrir la réflexion des grefons en fonction des thématiques discutées au sein du GREF. Le plus souvent, l'information en étant connue suffisamment tôt dans l'année, les lecteurs de l'atelier ont largement pris en compte le thème retenu pour les Journées nationales de l'association en juin. C'est ainsi, et sans prétendre à l'exhaustivité, que de nombreuses lectures ont été orientées vers la notion de frontières, la place de la société civile - et notamment des femmes - dans le développement, la francophonie ou encore le rôle et l'efficacité des ONG.

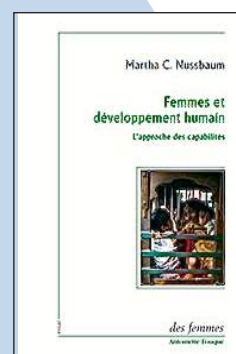
Les ouvrages de Esther Duflo¹, Martha Nussbaum², Jean Ziegler³, Moussa Konaté⁴, Philippe Ryfman⁵, Achille Mbembé⁶, Dominique Wolton⁷, pour n'en citer que quelques-uns, ont accompagné nos réflexions et nous ont aidés «à ouvrir des fenêtres» sur notre action au GREF.

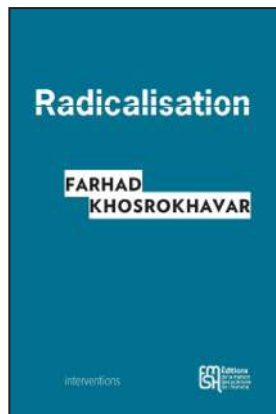
Comptes rendus des échanges et fiches synthèses sur les ouvrages lus sont transmis à l'ensemble des membres de la délégation régionale, participants ou non de l'atelier, et l'activité de ce groupe est également prise en compte dans les journées régionales. A cette occasion, il est apparu qu'il fallait rassurer ceux qui «n'osaient» pas rejoindre l'atelier, redoutant la dimension intellectuelle des choix de lecture effectués par le groupe. Certains ouvrages pouvant effrayer par leur densité ou leur longueur (cf. *Critique de la raison nègre* d'Achille Mbembé), nous proposons désormais des «raccourcis», articles simples explicatifs qui présentent ces ouvrages ou des émissions radiophoniques et télévisuelles de vulgarisation.

Le désir d'élargir le groupe et de tenir compte davantage de l'existence d'un nombre important de grefons chti engagés dans la formation et le soutien aux personnes détenues, ainsi que le souhait de mieux répondre à la question suivante «de quelles lectures avons-nous besoin en économie, en géostratégie, en sociologie ... pour accroître la pertinence de nos actions et de nos discours?» ont déterminé ces derniers temps l'orientation de nos lectures. L'étude de Bacqué et Biewener, *L'empowerment*, une pratique émancipatrice est apparue comme une opportunité pour un échange intéressant avec le «groupe Prison» de la délégation régionale. Dans le même temps, et parce que l'actualité rendait difficile de ne pas s'intéresser simultanément au rôle de la prison dans les processus de radicalisation, une des dernières parutions de Khosrokhavar⁹ a retenu notre attention.

lecture

-
1. *Repenser la pauvreté*, Esther Duflo, Abhijit V. Banerjee, 2012, Les Livres du nouveau monde
 2. *Femmes et développement humain : L'approche des capacités*, Martha Nussbaum, 2008
 3. *Destruction massive, géopolitique de la faim*, Jean Ziegler, 2011
 4. *L'Afrique noire est-elle maudite ?* Moussa Konaté. Fayard
 5. *Les ONG*, Philippe Ryfman, La découverte, nouvelle édition 2009
 6. *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Achille Mbembé, La Découverte, 2010
 7. Dominique Wolton - revue Hermès n°40
 8. *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Marie-Hélène Bacqué, Carole Biewener, La Découverte, 2013, Collection «Politique et sociétés»
 9. *Radicalisation*, Farhad Khosrokhavar, Éditions MSH, collection Interventions, 2014
- «L'empowerment désigne le processus qui permet aux individus de prendre conscience de leur capacité d'agir et d'accéder à plus de pouvoir. S'interrogeant sur la façon dont les citoyens peuvent construire des alternatives, et être davantage maîtres de leur destin, l'essai décrit comment les individus détiennent - ou non - un pouvoir mais aussi comment ils peuvent se rendre capables de l'acquérir. »





Directeur d'études à l'EHESS, Farhad Khosrokhavar, sociologue, s'intéresse au processus de radicalisation dans sa diversité - les radicalisés, leurs motivations et les explications différenciant selon le contexte politique et social ; il accorde une place particulière à la dimension subjective de la radicalisation. L'auteur souligne que les explications sur la radicalisation varient selon qu'elle a lieu dans les pays musulmans ou non-musulmans ; qu'elle est dirigée vers l'extérieur (le radicalisé va faire la guerre dans un autre pays) ou vers l'intérieur (il agit dans son propre pays) ; qu'elle est nationale (les ennemis sont précis, considérés comme des colonisateurs) ou transnationale (adversaires multiformes : Etats-Unis, Israël, Etats arabes dit corrompus, Europe etc).

Il montre aussi que le profil des radicalisés n'est plus forcément le même que par le passé. Autrefois sélectionnés pour leur degré d'efficacité, ils sont aujourd'hui les plus fragilisés. Avant les attentats du 11 Septembre, les groupes liés à Al-Qaida refusaient les personnes « peu fiables ». Depuis, pour échapper à la surveillance et à la répression, ce sont les personnalités les plus influençables et malléables qui sont approchées et manipulées. Ce sont désormais des personnes « isolées » et autonomes qui agissent et exécutent les actions.

Le terme « radicalisé » désigne donc celui qui décide d'exprimer son opposition à la société par la violence et l'agressivité au nom d'une idéologie assumée. L'auteur s'interroge sur les motivations de plusieurs d'entre eux, personnalités au parcours chaotique qui cherchent une identité dans un mouvement qui leur procure, matériellement et intellectuellement, ce qui leur manque. Il les présente comme des déshérités qui, face à une société globalisée qui ne leur apporte que des frustrations (économiques, sociales...), veulent devenir des martyrs respectés et s'opposer par la violence à un monde qui n'est pas encore islamisé et qui, selon eux, les a humiliés. Se considérant comme des victimes de l'Histoire, ils veulent venger l'Islam pour exister. Héros négatifs ou monstres, les radicalisés considèrent qu'ils sont dans la Vérité, sacrée à leurs yeux.

Livre passionnant, abordable, facile à lire et bien documenté, avec des données récentes, cet ouvrage nous a paru « honnête », avec des sources et une bibliographie intéressantes, offrant une bonne introduction au phénomène de la radicalisation.

Pour poursuivre, une petite bibliographie en lien avec le thème des Journées Nationales de juin 2016

Migrations et développement : nouvelles données géopolitiques, nouveaux enjeux pour le GREF.

Ce thème nous invite à nous interroger, entre autres, sur le sens de l'engagement bénévole aujourd'hui, sur le travail à effectuer avec les diasporas...

- Conférence internationale sur les interactions entre les politiques publiques, les migrations et le développement <http://www.oecd.org/fr/dev/migration-developpement/ippmd-fr.htm>
- Les enjeux de la mobilité et des migrations : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/gouvernance/mobilit-migration-et-developpement/article/comprendre-les-enjeux-de-la>

• Catherine Wihtol de Wenden : *Faut-il ouvrir les frontières ?* Coll. La Bibliothèque du citoyen (Presses de Sciences Po, 2014)

La question migratoire au XXI^e siècle : migrants, réfugiés et relations internationales, Coll. Références (Presses de Sciences Po, 2014)
Atlas des migrations : Un équilibre mondial à inventer, 2012

E. Brassart



Ont participé à ce numéro : Edith Brassart, Maeva Carrasqueira, Elisabeth Charlon, Michèle Daïdé, Béatrice Delporte, Marie-Ghislaine Hayes, Marianne Hurbain, Myriam Matonog, Geneviève Portier, Marie-Pierre Sion